

Réponses radicales aux crises agraires et rurales africaines

Ce livre est un produit du Programme des réseaux
de recherche comparative (RRC) du CODESRIA.

Réponses radicales aux crises agraires et rurales africaines

Agriculture paysanne, démocratisation des sociétés rurales
et souveraineté alimentaire

Sous la direction de
Bernard Founou-Tchuigoua
Abdourahmane Ndiaye

Préface de
Samir Amin



Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
DAKAR

© CODESRIA 2012

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop, Angle Canal IV — BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal
Site web : www.codesria.org

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emmagasinage d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

ISBN: 978-2-86978-545-1

Mise en page : Hadijatou Sy
Couverture : Ibrahima Fofana
Impression : Imprimerie Graphi plus, Dakar, Sénégal
Distribué en Afrique par le CODESRIA
Distribué ailleurs par African Books Collective, Oxford, UK
Site web: www.africanbookscollective.com

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer des forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche à lutter contre la fragmentation de la recherche à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui est la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani*, qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie* ; la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)*, et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la revue *Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*, ainsi que la *Revue Africaine des Médias*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont diffusés par l'intermédiaire des « Documents de travail », la « Série de Monographies », la « Série de Livres du CODESRIA » et le *Bulletin du CODESRIA*. Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible en ligne au www.codesria.org.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'Open Society Foundations (OSFs), au TrustAfrica, à l'UNICEF, à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Sommaire

<i>Acronymes</i>	vii
<i>Les auteurs</i>	xi
Préface : Agriculture paysanne, agriculture familiale moderne	xiii
<i>Samir Amin</i>	
Introduction générale : l'agriculture et les sociétés rurales dans la renaissance africaine	1
<i>Bernard Founou-TChuigoua</i>	
1. Reconstruction des paysannats africains : inaliénabilité des droits fonciers et souveraineté alimentaire en Afrique australe	11
<i>Sam Moyo</i>	
2. Le genre dans les nouvelles politiques foncières au Maroc	49
<i>Hassania Chalbi-Drissi</i>	
3. La réforme des régimes fonciers au Sénégal : condition de l'éradication de la pauvreté rurale et de la souveraineté alimentaire	93
<i>Abdourahmane Ndiaye</i>	
4. Le Delta intérieur du Niger : un gage majeur de la souveraineté alimentaire pour le Mali et la CEDEAO	121
<i>Issaka Bagayogo</i>	
5. Enjeux et stratégies pour bâtir des agricultures paysannes durables basées sur la souveraineté alimentaire en Afrique subsaharienne	169
<i>Jacques Berthelot</i>	



Acronymes

ACP	Groupe des pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique anciennes colonies ayant des relations de coopération avec l'UE
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles, un des thèmes essentiels négocié dans le Doha Round à l'OMC
AO	Afrique de l'Ouest
APD	Aide publique au développement des pays de l'OCDE
APE	Accords de partenariat économique
AsA	Accord sur l'agriculture de l'OMC
ASS	Afrique subsaharienne
BM	Banque mondiale
CAF	« coût, assurance, fret », prix de la marchandise au port d'importation non encore dédouanée (CIF en anglais : « cost, insurance, freight »)
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, réunissant les 15 pays d'Afrique de l'Ouest, à l'exclusion de la Mauritanie
CEJA	Conseil européen des jeunes agriculteurs
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COPA-COGECA	Comité des organisations professionnelles agricoles- Confédération générale de la coopération agricole, fédérant les organisations syndicales et coopératives agricoles majoritaires de l'UE
DPU	Droits à paiement unique
DPUS	Droits à paiement unique à la surface
EAFF	East African Farmers Federation
EICASTD	Evaluation Internationale des Connaissances Agricoles, de la Science et de la Technologie pour le Développement. Plus connu sous le sigle anglais : IAASTD
EU	Etats-Unis
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FCFA	Franc CFA, monnaie des pays de la zone franc, liée à l'euro par un taux fixe : 1 euro = 655,957 FCFA
FED	Fonds européen au développement
FIAN	Foodfirst Information and Action Network, Réseau d'Information et d'Action pour le droit à se nourrir
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIPA	Fédération internationale des producteurs agricoles
FMI	Fonds monétaire international
FOB	« free on board », prix de la marchandise embarquée au port d'exportation (FAB, « franco à bord » en français)
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade, Accord général sur les droits de douane et les échanges
G-8	Groupe des 7 pays occidentaux les plus développés (G-7) plus la Russie
G-20	Groupe des PED Membres de l'OMC privilégiant l'accès au marché des pays développés pour leurs exportations agricoles. A ne pas confondre avec le G-20 réunissant 20 économies les plus développées, dont celles du D-8 et des PED émergents
G-33	Groupe des PED membres de l'OMC privilégiant la protection de leur marché intérieur agricole
G-90	Groupe des PED membre de l'OMC réunissant les PED les plus pauvres appartenant aux pays ACP, au Groupe des pays africains ou aux PMA
GIEC	Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat
IIED	International Institute for Environment and Development
INRA	Institut national de la recherche agronomique
MGS	Mesure globale de soutien ou boîte orange agricole de l'OMC
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et développement économique
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OP	Organisation paysanne
ORD	Organe de règlement des différends de l'OMC
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PED	Pays en développement
PPOPPAS	Plateforme panafricaine des organisations paysannes et des producteurs agricoles

PROPAC	Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest
RPU	Régime de paiement unique
RPUS	Régime de paiement unique à la surface
SACAU	Southern African Confederation of Agricultural Unions
SGEDE	Soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges
SPM	Soutien des prix du marché
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest réunissant 8 pays, dont 7 francophones plus la Guinée-Bissau
UMAGRI	Union maghrébine des agriculteurs
UNPD	United Nations Population Data base
USDA	Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis



Les auteurs

Hassania Chalbi-Drissi est économiste et chercheuse au Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales (CERES) à l'Université de Tunis et membre du Conseil Scientifique du Centre de Recherches, d'Etudes de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF). Elle travaille principalement sur la question du genre en rapport avec le développement et les mouvements sociaux dans les pays arabo-musulmans. Coordinatrice du programme de recherche « Rôle des Femmes dans la Gestion et la Réhabilitation des Ressources Naturelles » au Secrétariat d'Etat à la recherche scientifique de Tunisie et de « Accès de la femme au Crédit en Tunisie », Chalbi-Drissi est aussi présidente de l'Association « Promotion femme entrepreneure » et fondatrice-coordinatrice pour l'Afrique de « Gender Trade network (IGTN) ». Elle est l'auteure d'un chapitre dans l'ouvrage *Luttes politiques et Résistances féminines en Afrique : néolibéralisme et conditions de la femme* coordonnée par Fatou Sarr. (ed Panafrica 2007).

Abdourahmane Ndiaye est Docteur en économie et chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), UMR 5185. Il est chargé d'enseignement à l'UTB Bordeaux III et à l'Université de Paris-Sud au Master 2. Il a été enseignant en économie à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) de 1993 à 2003 et Maître de conférences associé à Bordeaux 3 entre 2004 et 2010. Ndiaye a publié en 2011 *L'économie sociale et solidaire : animation et dynamiques des territoires* chez L'Harmattan, « Gouverner par les normes environnementales : jeux d'acteurs et de puissance autour de la certification forestière » avec P. Tozzi & S. Guéneau dans la revue *Espaces & Sociétés* et en 2009 « Les enjeux d'une réforme foncière » dans le livre *Libéralisation et politique agricole au Sénégal* sous la direction de Tarik Dahou.

Samir Amin a acquis une renommée mondiale pour ses publications qui abordent les problèmes de l'avenir de l'humanité selon la méthode du matérialisme historique et la perspective socialiste. L'agriculture, la paysannerie et le développement rural occupent une place essentielle dans ses livres, articles et pamphlets depuis sa thèse de doctorat ès sciences économiques soutenue en 1957 sur « Les effets structurels de l'intégration internationale des économies précapitalistes : une étude théorique du mécanisme qui a engendré les économies dites sous-développées ». Parmi la quinzaine de livres qu'il a publiés, on peut citer *L'Egypte nassérienne* (1964) ; *L'Afrique de l'Ouest bloquée* (1970) ; *La question paysanne et le capitalisme* (1974) ; *La faillite du développement* (1989) ; *Les luttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXI^e siècle* (2002) ; *La loi de la valeur mondialisée* (2011). Il a toujours inscrit l'agriculture et la paysannerie parmi les thèmes prioritaires dans les quatre grandes institutions/organisations qu'il a créées : Environnement pour le Développement de l'Afrique (ENDA), le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), le Forum du Tiers-Monde et le Forum Social Mondial (FSM).

Samson Moyo est Zimbabwéen. Il est le directeur d'African Institute for Agrarian Studies (AIAS) à Harare. Il a été le président du Comité exécutif du CODESRIA de 2008 à 2011. Professeur adjoint à l'université de Fort Harare en Afrique du Sud et examinateur extérieur de plusieurs universités au Zimbabwe et en Afrique australe, il a une longue expérience de recherche et a réalisé des publications influentes, en particulier dans le domaine des réformes foncières, des changements agraires, de l'environnement et des mouvements sociaux. Parmi ses livres qui font autorité, on peut citer : *The Land Question in Zimbabwe* (1995); *Land Reform Under Structural Adjustment in Zimbabwe* (2000); *African Land Questions, Agrarian Transitions and the State: contradictions of Neoliberal Land Reforms* (2008).

Bernard Founou-Tchuigoua est Docteur d'Etat ès-sciences économiques de l'Université de Paris VIII, il est Directeur de recherche au Forum du Tiers-monde après avoir été professeur à l'IDEP. Il est membre-fondateur du Comité scientifique du CODESRIA et d'Alternatives Sud. Il est auteur ou codirecteur de plusieurs ouvrages dont *Migrations internationales de travail et insécurité humaines* (2009) ; *Essais en l'honneur de Samir Amin* (2003) ; *Crise africaine : Alternatives* (1997) ; *L'Afrique face aux ravages du capitalisme sauvage* (1996) ; *L'Afrique et le monde arabe ou l'échec de l'insertion internationale* (1995) ; *L'agriculture africaine dans ses relations avec l'Etat* (1990) ; *Fondements de l'économie de traite au Sénégal* (1981).

Jacques Berthelot a été enseignant-chercheur en économie agricole à Toulouse après 10 années passées en Algérie, en Tunisie, à Madagascar et au Togo. Il collabore depuis 2001 avec le ROPPA (Réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest) pour maîtriser les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne.